ILCEA

Revue de l'Institut des langues et cultures
d'Europe, Amérique, Afrique, Asie et Australie

30 | 2018

**Création culturelle et territoires : de l'histoire au
mythe, du réel à l'utopie**

Décolonisation et guerre froide : les équivoques de la politique étrangère américaine (1946-1973)

*Decolonization and the Cold War: The Ambiguities of American Foreign Policy
(1946-1973)*

Gildas Le Voguer

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/4559>

DOI : 10.4000/ilcea.4559

ISSN : 2101-0609

Éditeur

UGA Éditions/Université Grenoble Alpes

Édition imprimée

ISBN : 978-2-37747-033-4

ISSN : 1639-6073

Référence électronique

Gildas Le Voguer, « Décolonisation et guerre froide : les équivoques de la politique étrangère américaine (1946-1973) », *ILCEA* [En ligne], 30 | 2018, mis en ligne le 31 janvier 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ilcea/4559> ; DOI : 10.4000/ilcea.4559

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© ILCEA

Décolonisation et guerre froide : les équivoques de la politique étrangère américaine (1946-1973)

Decolonization and the Cold War: The Ambiguities of American Foreign Policy (1946-1973)

Gildas Le Voguer

- 1 Il y a quelques années, Andreï Gromyko, ancien ministre des Affaires étrangères de la défunte Union soviétique, déplorait la complexité de la politique étrangère des États-Unis, jugeant que les Américains avaient « de trop nombreuses doctrines et concepts proclamés à différentes » époques et qu'ils étaient donc incapables de poursuivre « une politique solide, cohérente et consistante¹ ». En effet, cette politique, qui est tantôt isolationniste, neutre, unilatérale, multilatérale, expansionniste, interventionniste, voire impérialiste, constitue, selon Walter Russell Mead, un véritable « kaléidoscope » (2001 : 30), ce qui explique pourquoi elle est souvent source d'équivoques, y compris en matière de décolonisation. Parce qu'ils se sont eux-mêmes affranchis de la tutelle coloniale britannique, les Américains éprouvent d'emblée de la sympathie pour les peuples colonisés et sont sensibles à la volonté des peuples à s'émanciper. Pourtant, leur politique étrangère vis-à-vis des processus de décolonisation a rarement été linéaire.
- 2 Quelque vingt-cinq ans après avoir acquis leur indépendance, les États-Unis se trouvent confrontés, pour la première fois de leur histoire, au problème de la décolonisation lorsque Saint-Domingue proclame son indépendance en 1804. Appelés à se prononcer pour la première fois au sujet de l'émancipation d'un peuple, ils refusent de reconnaître cette « république nègre », car ils craignent qu'elle ne soit une source d'inspiration pour leurs esclaves (Rossignol, 1994 : 207-239). Ce n'est qu'en 1862, pendant la guerre de sécession, qu'ils finissent par le faire. Au début du XIX^e siècle, ils tardent également à reconnaître l'indépendance des anciennes colonies espagnoles en Amérique latine afin de ne pas froisser l'Espagne avec qui l'on négocie l'acquisition de la Floride. Ainsi, lorsque leurs intérêts sont en jeu, les États-Unis ne font pas preuve de la solidarité que l'on aurait

pu attendre de la part d'un ancien pays colonisé vis-à-vis de peuples en quête d'émancipation politique (LaFeber, 2000 : 24-40). À la fin du siècle, leur participation à la course aux empires rend la tâche encore plus difficile, car leurs intérêts sont désormais contraires.

- 3 Pourtant, c'est bien Woodrow Wilson qui proclame bientôt haut et fort son intention de promouvoir l'auto-détermination des peuples. Toutefois, même lui n'est pas disposé à tolérer toutes les évolutions politiques. En février 1913, peu après la sanglante prise de pouvoir au Mexique par le général Victoriano Huerta, Wilson y dépêche William Bayard Hale, journaliste et proche ami, afin de convaincre Huerta d'organiser des élections. En dépit de son échec, Hale demeure convaincu que les États-Unis ont une mission à remplir sur l'ensemble du continent américain, comme il l'écrit à Wilson en juillet de la même année : « Nous sommes, malgré nous, les gardiens de l'ordre, de la justice et de la décence sur ce continent. Nous sommes providentiellement, naturellement et inévitablement responsables de la préservation des intérêts de l'humanité ici². » Bien entendu, ce sont eux qui définissent ces « intérêts de l'humanité », qui souvent se résument aux leurs. À peine trois ans plus tard, le général John Pershing, qui avait déjà combattu aux Philippines en 1898, est envoyé à son tour au Mexique pour mater Pancho Villa, le chef rebelle ayant commencé à s'en prendre aux intérêts économiques américains.
- 4 Si les États-Unis souhaitent sincèrement répondre à l'aspiration des peuples à disposer d'eux-mêmes, ils ne peuvent pas balayer d'un trait de plume les droits des puissances coloniales, d'autant moins qu'ils veulent disposer des mêmes privilèges commerciaux qu'elles, ce que laisse clairement apparaître la Charte de l'Atlantique adoptée en 1941. Si son article 3 invite les signataires à respecter « le droit de chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre », l'article 4 appelle à ouvrir « à tous les États l'accès aux matières premières du monde », ce qui démontre, selon Bernard Droz, comment pour les États-Unis « idéalisme démocratique et intérêts bien compris font donc bon ménage » (Droz, 2006 : 102). Par conséquent, après 1945, les successeurs de Roosevelt ne souscrivent au processus de décolonisation qu'à condition qu'il ne nuise pas aux intérêts économiques et stratégiques de l'Amérique. C'est ce que l'on observe tout d'abord aux Philippines, où les Américains ont un lourd passé à se faire pardonner. C'est ensuite l'Indochine qui est au cœur de leurs préoccupations, avec en arrière-plan, les impératifs de la guerre froide. Le conflit est-ouest les conduit d'ailleurs, en utilisant leurs services de renseignement, à s'immiscer de plus en plus directement dans les affaires de ces peuples en quête de l'émancipation politique promise par Wilson, au risque de mener une politique néocoloniale.

Les Philippines ou le lourd « fardeau de l'homme blanc »

- 5 Le 12 juillet 1946, les Philippines déclarent officiellement leur indépendance et le général Douglas MacArthur salue avec enthousiasme l'événement. S'adressant aux quelque 600 000 Philippins réunis à Manille pour l'occasion, MacArthur leur dit que « tous les peuples opprimés ont les yeux rivés sur eux, animés de la passion de ceux qui brûlent d'une nouvelle foi, celle d'obtenir bientôt la liberté politique³ ». L'engouement du général pour l'indépendance est tout à fait sincère et s'explique en partie par la relation privilégiée qu'il entretient depuis de nombreuses années avec ce pays. En 1935, le Commonwealth des Philippines lui a demandé de superviser la mise en place de son

armée et, à cette occasion, l'a nommé *field marshal*. On sait également comment, pendant la Seconde Guerre mondiale, il conduit la résistance contre les Japonais et, en mai 1942, contraint de quitter la base de Corregidor, il promet solennellement de revenir (« *I shall return* »), ce qu'il fait en 1945, orchestrant la reprise des Philippines. Pourtant, il ne faudrait pas croire, tant s'en faut, que la relation entre Philippines et États-Unis fut aussi paisible que celle de MacArthur avec ce pays. Il convient donc de rappeler les principaux épisodes de cette relation, car elle permet de mieux comprendre les équivoques de la politique étrangère américaine au sujet du colonialisme.

- 6 C'est à Cuba que tout commence lorsqu'en février 1895 le peuple se soulève et exige son indépendance des autorités espagnoles. Le président Grover Cleveland déclare alors que les États-Unis resteront en dehors de ce conflit mais, trois ans plus tard, cette position de neutralité n'est plus tenable car, comme le déclare avec passion le sénateur Redfield Proctor, qui revient d'un court séjour à Cuba, la politique de concentration (*reconcentrado*) des populations civiles menée par les Espagnols sur l'île est intolérable :

Je ne parvenais pas à croire qu'en l'espace de quelques mois dans les forteresses espagnoles pratiquement transformées en prisons, sur une population de 1 million six cent mille habitants, 200 000 d'entre eux étaient morts de faim et de maladies diverses provoquées par une nourriture insuffisante et impropre à la consommation⁴.

- 7 Quelques semaines plus tard, le gouvernement espagnol ayant rejeté son ultimatum, le président William McKinley annonce que les États-Unis lui déclarent la guerre. Dans son allocution devant le Congrès, le président indique qu'il agit « au nom de l'humanité et afin de mettre un terme aux actes de barbarie, aux massacres, à la famine et aux grands malheurs qui y sont perpétrés » et il ajoute qu'il est du devoir de son pays d'agir parce que tout cela se passe « à nos portes⁵ ». Le caractère humanitaire de l'action engagée par les États-Unis, qui préfigure d'une certaine manière le devoir d'ingérence humanitaire théorisé par Bernard Kouchner⁶, est incontestable mais cette intervention s'inscrit également dans le contexte de la « course aux empires ».
- 8 Les États-Unis, qui ont envoyé une délégation à la conférence de Berlin qui s'est ouverte en novembre 1884, entendent désormais participer à leur tour à cette course. Au milieu des années 1880, l'historien et philosophe John Fiske a repris à son compte la notion de « destinée manifeste » formulée quarante plus tôt par John O'Sullivan, jugeant que la mission des États-Unis devait s'étendre au-delà de leurs frontières. La guerre à peine commencée, McKinley en profite pour concrétiser le vieux projet américain d'annexion de Hawaï et il la justifie ainsi : « Nous avons besoin d'Hawaï, autant que nous avons autrefois besoin de la Californie. La destinée manifeste l'imposait⁷. » En décembre 1898, quand le traité de Paris est signé, ce même état d'esprit est toujours bien présent puisqu'il entérine la cession aux États-Unis des Philippines, de Porto Rico et de l'île de Guam, autant de territoires qui appartenaient jusqu'alors à l'Espagne. Quant à Cuba, avec l'amendement Platt de 1901, il est transformé en véritable protectorat américain et l'armée américaine s'installe durablement sur la base de Guantánamo. Ainsi, les États-Unis deviennent à leur tour une puissance coloniale, mais ils vont très rapidement être confrontés à la colère des peuples « libérés. »
- 9 Aux Philippines, Emilio Aguinaldo, qui avait organisé un soulèvement contre la puissance espagnole en 1896, réclame désormais aux Américains l'indépendance pour son pays. Mais, en ratifiant le traité de Paris en février 1898, les sénateurs américains lui opposent une fin de non-recevoir. Manifestement, ces derniers ont été séduits par le poème de

Rudyard Kipling, « The White Man's Burden », dont le sous-titre était « The United States and the Philippine Islands », plutôt que par les arguments de Carl Schurz et de l'Anti-Imperialist League. Aguinaldo n'accepte pas ce refus et, jusqu'à sa capture en 1901, il conduit l'insurrection contre les autorités américaines. Le 4 juillet 1902, jour éminemment symbolique pour le peuple américain, le président Theodore Roosevelt annonce la fin des combats, qui ont été particulièrement douloureux pour les Philippines. Si l'armée américaine a perdu environ 4 000 hommes, pas moins de 20 000 combattants philippins ont péri ainsi que, directement ou indirectement, 200 000 civils. Cette coûteuse aventure conduit le peuple américain à rejeter l'expérience coloniale et ce sentiment est partagé par le président Woodrow Wilson, qui semble soucieux de réparer, voire d'expier, les crimes perpétrés par son pays aux Philippines. Dès son entrée en fonction en 1912, il prend des mesures de « philippinisation » afin d'accroître la participation des Philippines à la gestion du pays. Quatre ans plus tard, à l'initiative du même Wilson, le Congrès adopte le *Jones Act* ou *Philippine Autonomy Act*, par lequel les États-Unis s'engagent à accorder aux Philippines leur indépendance dès l'instant où ils auront démontré leur capacité à mettre en place un « gouvernement stable. » Cet engagement se concrétise en 1934 avec le *Tydings-McDuffie Act* ou *Philippine Independence Act*, qui permet la création d'un Commonwealth des Philippines, c'est-à-dire une indépendance sous tutelle pendant une nouvelle période probatoire de dix ans.

- 10 Dernier acteur de la course aux empires, les États-Unis sont aussi la première puissance coloniale à s'engager sur la voie de la décolonisation. Nés du rejet de la tutelle coloniale britannique, les États-Unis n'ont jamais véritablement adhéré au projet impérial, ce que le président Truman, dans ses mémoires, exprime ainsi :

Je m'étais toujours opposé au colonialisme. Quelle que soit la justification apportée à tel ou tel moment de l'histoire, le colonialisme, sous toutes ses formes, est détestable aux yeux des Américains. L'Amérique a mené sa propre guerre de libération contre le colonialisme et nous considérerons toujours avec bienveillance et compréhension le désir d'un peuple, où qu'il se trouve, à se libérer du joug colonial⁸.

- 11 C'est donc pourquoi, après son accession à la présidence, il reprend le processus d'indépendance des Philippines engagé par Wilson et poursuivi par Roosevelt, le justifiant ainsi :

L'intention du président Roosevelt et du Congrès d'accorder aux Philippines leur liberté aussi tôt que possible était l'expression de cette politique et de la volonté du peuple américain, et j'étais décidé à la concrétiser dans les meilleurs délais. Je voulais voir les Philippines, peuple courageux, voler à nouveau de leurs propres ailes et devenir des citoyens épanouis dans une république libre et prospère. J'espérais qu'en accordant aux Philippines la même liberté que celle que nous avions donnée à Cuba, cela aurait un impact sur la politique menée par les Britanniques, les Néerlandais et les Français en Extrême-Orient⁹.

- 12 Mais le cercle vertueux espéré par Truman va rapidement se compliquer, car en 1946 de nouvelles forces sont à l'œuvre et risquent d'orienter la décolonisation dans une direction que les États-Unis ne souhaitent pas.
- 13 À peine deux ans après leur déclaration d'indépendance, les Philippines doivent faire face à l'activité grandissante de la guérilla Hukbalahap, qui avait été lancée en 1942 afin de lutter contre l'occupant japonais. Cette « armée du peuple », d'obédience communiste, donne du fil à retordre au jeune gouvernement philippin et les États-Unis s'en inquiètent, venant bientôt à la rescousse¹⁰. En avril 1948, la CIA, qui a été mise en place l'année

précédente, rend un rapport au sujet des Philippines et de la guérilla Huk, qui y est décrite comme un mouvement politique de gauche qui menace directement le régime d'Elpidio Quirino et gagne du terrain sur l'île principale de l'archipel philippin, celle de Luzon, où les Américains ont une importante base militaire qui, après le déclenchement de la guerre de Corée, sera absolument essentielle pour eux. Deux ans plus tard, en septembre 1950, le lieutenant-colonel Edward Lansdale débarque aux Philippines avec pour mission de mener, pour le compte de la CIA, des opérations contre-insurrectionnelles afin de mater la rébellion. Pendant trois années, il y conduit une campagne de guerre psychologique et des opérations paramilitaires afin de contenir la guérilla Huk. Par ailleurs, il encourage également les Huks à renoncer à la lutte armée en facilitant leur installation avec l'octroi de terres, de maisons, d'outils, de semences et de prêts. Au bout de trois ans, l'opération menée aux Philippines par la CIA est couronnée de succès et la voie est libre pour Ramon Magsaysay qui, soutenu par les Américains, y prend le pouvoir en 1953.

- 14 L'attitude adoptée par les États-Unis aux Philippines illustre bien les équivoques de leur politique étrangère vis-à-vis du processus de décolonisation. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants américains sont animés des meilleures intentions à l'égard des peuples colonisés et le soutien apporté à l'indépendance des Philippines en est une flagrante illustration, mais ils refusent que l'indépendance se traduise par une perte de leurs intérêts stratégiques et économiques. En outre, Truman a bien compris que les États-Unis ne sont pas les seuls à soutenir les indépendances, comme le note l'historien britannique Henry Wilson : « Si Truman soulignait l'exemplarité du processus de décolonisation aux Philippines, avec la passation de pouvoir à un gouvernement anti-communiste stable, il n'en était pas moins conscient que l'Union soviétique, l'autre superpuissance du monde bipolaire, pouvait également faire valoir une certaine légitimité anticoloniale¹¹. » En effet, dès 1920, lors du II^e Congrès de l'internationale communiste, il avait été proclamé que « tout parti appartenant à la III^e internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de “ses” impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies » (Bessis, 2001 : 63). Mais, pour Truman, tout mouvement d'émancipation qui aurait la tentation de sortir de l'orbite américaine et de graviter vers l'Union soviétique est considéré comme une menace qui doit être éradiquée. La dimension nationaliste de tel ou tel mouvement est immédiatement perçue comme l'expression de velléités socialisantes, voire communistes, qui, dans le contexte émergent de la guerre froide, doivent être contenues. La politique d'endiguement que les États-Unis ont adoptée et qui, de fait, réduit le recours à l'arme diplomatique et l'utilisation de la force, les conduit à s'appuyer de plus en plus fréquemment sur leurs services de renseignement pour préserver leurs intérêts stratégiques. L'expérience américaine aux Philippines préfigure ainsi la politique menée par les États-Unis vis-à-vis des peuples engagés dans une logique de décolonisation après 1945.

Les impératifs de la guerre froide en Indochine

- 15 Tandis que les Philippines célèbrent leur indépendance, à quelques centaines de kilomètres de distance, la première guerre coloniale s'amorce en Indochine. La conférence de Fontainebleau en juillet-août 1946 n'a pas permis de dégager une solution satisfaisante pour tous les participants et l'on s'achemine dès lors vers un inévitable

conflit, qui, bien évidemment, ne laisse pas indifférent les États-Unis. En août 1941, lors de la conférence qui élabore la Charte de l'Atlantique, Roosevelt signifie à Winston Churchill qu'après une période de tutelle internationale les peuples colonisés ont vocation à s'émanciper et à choisir la forme de gouvernement qu'ils souhaitent : « Je ne comprends pas comment on peut mener le combat contre la tyrannie fasciste et ne pas s'employer en même temps à libérer, partout dans le monde, les peuples soumis à une férule coloniale archaïque¹². » En janvier 1944, dans un document adressé à Cordell Hull, son secrétaire d'État, Roosevelt aborde plus directement la question indochinoise et exprime sans ambages son opposition à un éventuel retour de la France dans la région après la guerre : « Cela fait cent ans que la France possède ce pays et les conditions de vie de ses trente millions d'habitants sont pires qu'elles ne l'étaient au début. [...] La France l'a exploité pendant un siècle. Le peuple indochinois peut légitimement espérer mieux que cela¹³. » Le successeur de Roosevelt partage ses vues au sujet de la décolonisation, mais il doit lui aussi ménager la France et la Grande-Bretagne au moment où les deux grandes puissances s'engagent dans une guerre dite froide. Truman peut menacer les Pays-Bas, qui rechignent à accorder à l'Indonésie son indépendance, de les priver de l'aide accordée au titre du plan Marshall¹⁴, mais il ne peut pas faire pression de la même manière sur les gouvernements français et britannique, car ce sont des partenaires incontournables pour bâtir la future Alliance atlantique. Cela explique l'infléchissement de la position américaine au sujet du Vietnam, où Hô Chi Minh a proclamé l'indépendance dès le 2 septembre 1945.

- 16 L'année suivante, Hô Chi Minh suit attentivement ce qui se passe aux Philippines et espère bien pouvoir compter lui aussi sur l'appui américain, comme il le laisse entendre en 1946 : « Ce que nous demandons a été accordé de bonne grâce aux Philippines. Comme les Philippines, notre objectif est une pleine indépendance et une coopération totale avec les États-Unis¹⁵. » Avec la déclaration d'indépendance du Vietnam, Hô Chi Minh avait d'ailleurs placé son pays sous l'aile protectrice des États-Unis. En effet, cette déclaration est plus ou moins calquée sur celle formulée par les États-Unis le 4 juillet 1776. Tout d'abord, son préambule reprend les mots du texte américain et, ensuite, on trouve une liste d'accusations exprimées à l'endroit de la France, très semblable à celle rédigée par les insurgés américains à l'adresse du souverain britannique : « Ils ont édifié plus de prisons que d'écoles. Ils ont sévi sans merci contre nos compatriotes. Ils ont noyé nos révolutions dans des fleuves de sang¹⁶. » La plume d'Hô Chi Minh aurait été en partie tenue par le major Patti, qui commandait, pour la région nord de l'Indochine, les agents de l'Office of Strategic Services (OSS), service de renseignement américain qui avait fourni au leader vietnamien des armes et même des hommes pendant la guerre (Daloz, 1987 : 80). En septembre 1946, après l'échec de la conférence de Fontainebleau, « Hô Chi Minh se rend à l'ambassade américaine à Paris et laisse entendre très clairement à Jefferson Caffery qu'à l'avenir il souhaite voir les Américains jouer un rôle actif dans la région » (Wall, 1989 : 333). Mais les autorités américaines ne font pas vraiment confiance à celui qui demeure à leurs yeux le fondateur du parti communiste vietnamien.
- 17 Avec l'intensification de la guerre froide, les guerres de libération nationale sont bientôt envisagées comme autant de complots communistes, ce qui conduit la diplomatie américaine à apporter son soutien à la France et à la Grande-Bretagne, qui doivent servir de remparts à l'expansion communiste, comme le déclare le sénateur Henry Cabot Lodge Jr. le 2 juin 1949 : « Nous avons besoin que ces pays soient forts et ils ne peuvent l'être sans leurs colonies¹⁷. » Inévitablement, cette orientation conduit les Américains à

prendre, de manière définitive, leur distance avec Hô Chi Minh, d'autant plus que la Chine, en janvier 1950, reconnaît officiellement son gouvernement. Le déclenchement de la guerre de Corée le 25 juin accentue encore cette mise à distance. Deux jours plus tard, dans une allocution portant sur la Corée, Truman annonce que les États-Unis s'engagent à défendre également le Vietnam : « De la même manière, j'ai ordonné que l'on accélère la fourniture de l'assistance militaire aux forces françaises et aux États associés en Indochine ainsi que l'envoi d'une mission militaire pour renforcer la coopération avec ces forces¹⁸. » Le Vietnam fait désormais partie du périmètre asiatique où les États-Unis s'efforcent de contenir le communisme et, bientôt, les premières cargaisons d'armes américaines y arrivent, la United States Information Agency (USIA) y établit un bureau et les hommes du Military Assistance and Advisory Group (MAAG) s'y installent.

- 18 Deux ans plus tard, le président Truman a été remplacé par Dwight Eisenhower et ce dernier s'empresse de mettre un terme à la guerre de Corée, ce qui inquiète les autorités françaises, qui craignent un désengagement américain en Indochine. Le 6 mai 1952, quelques mois avant la transition politique à Washington, Vincent Auriol fait part de son inquiétude à John Foster Dulles, futur secrétaire d'État : « Nous sommes le pilier de la défense occidentale dans l'Asie du Sud-Est ; et si ce pilier s'écroule, Singapour, la Malaisie, les Indes sont la proie de Mao Tsé-toung. Vous l'avez bien compris et je vous en remercie. » (Grosser, 1984 : 95) La remarque du président français, qui préfigure la « théorie des dominos » formulée par Eisenhower en 1954, est bien reçue à Washington. Quelques mois plus tard, à l'automne 1953, le vice-président Richard Nixon se rend en Indochine et arrive à la même conclusion, comme il l'écrit dans ses mémoires :

Si les Français devaient se retirer, le Vietnam — et certainement aussi le Laos ainsi que le Cambodge — seraient emportés comme des fétus de paille par l'ouragan communiste. C'est pourquoi je décidai que les États-Unis devaient faire tout ce qu'ils pouvaient pour préserver la présence française au Vietnam jusqu'à la défaite des communistes¹⁹.

- 19 Ainsi, l'administration Eisenhower apportera un soutien conséquent aux Français, finançant bientôt la guerre d'Indochine à hauteur de 75 %²⁰. Mais, comme on le sait, aussi substantielle soit-elle, l'aide américaine ne permet pas aux Français de contenir les forces du Viêt Minh, qui reçoivent une assistance toujours croissante de la part de la Chine.
- 20 En mars 1954, Paul Ély, chef d'état-major général, est en mission à Washington où il discute de l'opération *Vautour*, dont l'objectif est d'apporter une couverture aérienne américaine afin de porter secours aux soldats français piégés dans la cuvette de Diên Biên Phu. Si son homologue, l'amiral Arthur Radford, lui apporte son soutien, le président Dwight Eisenhower quant à lui n'est pas disposé à avaliser une telle opération si peu de temps après la fin des hostilités en Corée. Diên Biên Phu tombe donc quelques semaines plus tard et un accord de paix est conclu en juillet lors de la conférence de Genève, à laquelle les États-Unis participent, se gardant toutefois de signer l'accord final. Ils n'abandonnent pas pour autant la région, comme en atteste la signature, à Manille le 6 septembre, du Traité de défense collective pour l'Asie du Sud-Est (OTASE). La signature de ce traité démontre qu'ils ont bien l'intention de poursuivre leurs efforts pour contenir la menace communiste en Asie, y compris en Indochine, même si leur attachement à l'auto-détermination des peuples doit en pâtir.
- 21 Après Genève, Washington entend constituer un cordon sanitaire en Indochine afin d'éviter que le Sud-Vietnam, le Laos et le Cambodge ne soient absorbés dans la sphère communiste. Bien évidemment, il est hors de question pour Eisenhower d'y reprendre la

lutte armée, mais il s'agit de regagner le terrain perdu comme les États-Unis ont su le faire aux Philippines. C'est donc très logiquement que l'on fait bientôt appel à Edward Lansdale, auréolé de son succès aux Philippines. Pour Lansdale, Hô Chi Minh a détourné la révolution vietnamienne au profit du communisme et il s'agit d'un traître comparable à Benedict Arnold, qui, pendant la guerre d'indépendance américaine, était passé du côté britannique :

Ce qui constitue la tragédie de la guerre révolutionnaire pour l'indépendance du Vietnam c'est que son « Benedict Arnold » l'a emporté. Hô Chi Minh, appuyé par une petite équipe de membres du parti communiste, préalablement entraînés par les Chinois et les Russes, a secrètement modifié les objectifs de la lutte. Au lieu de mener une guerre d'indépendance contre la puissance coloniale française, leur combat s'est transformé en une guerre visant à vaincre les Français et à placer le Vietnam dans l'empire néocolonial communiste²¹.

- 22 Lansdale, qui deviendra en 1957 *The Quiet American* sous la plume de Graham Greene, arrive au Vietnam le 1^{er} juin 1954 et il va s'y employer à repousser la menace communiste en essayant de faire de Ngo Dinh Diem l'homme fort du Vietnam, comme il avait réussi à le faire avec Ramon Magsaysay aux Philippines. C'était oublier que si l'expérience y avait fonctionné c'était peut-être parce que le peuple philippin avait été américanisé depuis plusieurs décennies. L'expérience n'était pas facilement transposable. Les États-Unis ont beau répéter que, contrairement aux empires européens, il ne s'agit pour eux ni d'exploiter les autochtones à la manière des puissances européennes au XIX^e siècle ni de les soumettre à une férule totalitaire semblable à celle de l'Union soviétique mais, au contraire, de mettre en place un nouvel ordre respectueux et bienveillant, rien n'y fait. Pour le peuple vietnamien, la présence américaine est perçue comme une forme de néocolonialisme.
- 23 De la même manière, au Cambodge, le prince Sihanouk s'emploie à préserver la neutralité de son pays, qui a définitivement acquis son indépendance en 1953. Mais la neutralité cambodgienne ne plaît pas aux Américains, qui vont dès lors ordonner à leurs services de renseignement de soutenir les opposants au souverain cambodgien. D'ailleurs, ce n'est certainement pas un hasard si Sihanouk choisit d'intituler, en 1973, ses mémoires *My War with the CIA*. Cette même agence est également très impliquée au Laos voisin, lui aussi indépendant depuis 1953. Dès 1955, les Américains y établissent un Program Evaluation Office (PEO), où se préparent les différentes opérations de la CIA. Il s'agit avant tout de mater le Pathet Lao, mouvement procommuniste qui contrôle une bonne partie du nord du pays et est soutenu par l'Union soviétique. Pour Eisenhower, le Laos est une priorité absolue et, avant de quitter le pouvoir, il prévient son successeur de l'importance qu'il convient d'y accorder : « Notre devoir est d'empêcher que le Laos tombe aux mains des communistes même si cela doit nous conduire à faire la guerre²². » Avant d'en arriver là, c'est la CIA qui s'active et qui, en recrutant des hommes parmi les tribus Hmong, met en place une Armée clandestine, dont l'effectif passe de 1 000 hommes à la fin de 1960 à 9 000 à l'été 1961. Cette opération de large envergure vient, comme celles menées au Vietnam et au Laos, contrevenir à l'aspiration des peuples à jouir de leur indépendance nouvellement acquise. Au nom de leur combat contre le totalitarisme soviétique, les États-Unis renoncent à leur attachement à l'auto-détermination des peuples et à leur volonté d'en finir avec le temps des colonies. Parce qu'ils craignent l'influence croissante de l'Union soviétique, les États-Unis deviennent « des complices, voire des acteurs directs du colonialisme » (Gaddis, 1997 : 158).

Une logique néocoloniale en Amérique latine et en Afrique

- 24 Les États-Unis demeurent attachés au principe wilsonien d'émancipation des peuples et leurs dirigeants expriment cet attachement à de nombreuses occasions au cours des années 1950. Ainsi, lors de son voyage en Indochine en 1953, le vice-président Nixon, qui craint que le départ des Français ne profite aux communistes, s'efforce de faire comprendre à ceux qu'il rencontre que son pays se démarque de la politique coloniale des Européens :

Ce voyage fut extrêmement formateur pour moi. En côtoyant des centaines de dirigeants et des centaines de milliers de citoyens ordinaires, j'appris à bien connaître le peuple d'Asie. Je vis également trois siècles de colonialisme à l'agonie et il me semblait que je pouvais en comprendre les raisons. Je vis comment les dirigeants et les peuples d'Asie rêvaient d'indépendance. [...] Je les rassurai : nous n'étions pas une puissance coloniale et nous n'approuvions pas le colonialisme persistant de nos alliés européens²³.

- 25 De la même manière, comme le rappelle son biographe, le président Eisenhower n'hésite pas à faire savoir aux dirigeants européens que le colonialisme est une politique dépassée : « Quand Eisenhower commença son mandat en 1953, il fit comprendre sans détours à Churchill que le colonialisme à l'ancienne pratiqué par les Européens, surtout en Afrique, ne pouvait et ne devait pas durer²⁴. » En 1956, mariant le geste à la parole, l'administration Eisenhower se réjouit de l'indépendance accordée au Soudan, au Maroc et à la Tunisie. Cette même année, lors de la crise de Suez, Eisenhower apporte un désaveu cinglant à la politique néocoloniale pratiquée par les Français et les Britanniques, car il sait que ne rien faire reviendrait à cautionner une politique qui pourrait conduire certains pays de la région à basculer dans le camp soviétique. En février 1957, le vice-président Nixon assiste à la cérémonie d'indépendance du Ghana proclamée à Accra, où il rencontre Martin Luther King, qui lui suggère d'effectuer un voyage dans les États du sud des États-Unis. Ce faisant, King lui rappelle que sur le sol américain la minorité afro-américaine ne jouit pas encore de tous les droits promis par la déclaration d'indépendance deux siècles plus tôt et que le soutien apporté au peuple ghanéen doit être étendu à tous les citoyens américains. En dépit de cette contradiction interne, les États-Unis continuent de soutenir les mouvements indépendantistes, ce qui n'échappe pas aux putschistes du 13 mai 1958, qui commencent par saccager le Centre culturel américain à Alger (Winock, 2006 : 30). Au cours de cette période, l'Amérique a donc donné de nombreux gages de sa posture anticoloniale. Pourtant, elle ne parvient pas à dissiper tous les doutes.

- 26 Lorsque Nixon effectue un voyage officiel en Amérique du Sud, il sait qu'il risque d'essuyer des critiques de la part de ses hôtes, mais il est loin d'imaginer le calvaire qu'il va y subir. Après les protestations verbales exprimées par des manifestants à Montevideo, il essuie quelques jets de pierre à Lima, mais c'est à Caracas, où il atterrit le 13 mai 1958, que l'épreuve est la plus intense, les manifestants qui l'attendent à sa sortie de l'aéroport étant prêts à le lyncher. L'hostilité manifestée par la foule vénézuélienne vis-à-vis de Nixon est le point d'orgue d'un sentiment anti-américain qui ne cesse de croître en Amérique latine. Déjà, en avril 1948, lors de la 9^e conférence des États américains qui se tenait à Bogotá et qui avait pour objectif de rédiger la charte de la nouvelle Organization of American States (OAS), la venue de la délégation des États-Unis conduite par George

Marshall, vétéran de la guerre philippino-américaine et désormais secrétaire d'État, avait suscité de vives réactions. Les peuples latino-américains ont le sentiment que les États-Unis, après la Seconde Guerre mondiale, veulent continuer à exercer leur tutelle sur cet espace qu'ils considèrent, depuis la fameuse doctrine de Monroe formulée en 1823, comme leur sphère d'influence. Certes, les États-Unis ne remettent pas en question l'indépendance des pays latino-américains, mais en s'ingérant constamment dans leurs affaires internes ils irritent les peuples latino-américains, qui y voient une forme de néo-colonialisme. Or à la faveur de la guerre froide, cette ingérence s'accroît.

27 Ils gardent en particulier en mémoire l'opération menée par la CIA au Guatemala en 1954, qui a conduit au renversement de Jacobo Arbenz Guzmán, président depuis 1951. Bien qu'élu « *Man of the Year* » par *Time Magazine* en janvier 1952, Arbenz déplaît fortement à l'administration américaine. Elle le considère comme un cryptocommuniste, d'autant plus dangereux que cette même année il engage une réforme agraire qui menace directement les intérêts de la compagnie américaine United Fruit Company. Mais plus qu'une menace d'ordre économique, Arbenz est perçu comme un risque stratégique majeur dans le pré carré des États-Unis, qu'ils entendent contrôler de près. Déjà, en 1950, au retour d'un voyage en Amérique latine, le diplomate George Frost Kennan écrit un rapport dans lequel il indique que la lutte contre l'expansion communiste dans cette aire géographique va constituer un défi majeur pour les États-Unis et qu'il faut donc s'y préparer même si cela signifie apporter un soutien à des régimes répressifs (Rabe, 2012 : 21-35). Dans un mémorandum du 11 septembre 1953 adressé au directeur de la CIA, le danger guatémaltèque est décrit en ces termes : « Au cours des quelques années passées, le Guatemala est devenu, en Amérique centrale, la principale base opérationnelle pour le communisme d'origine soviétique. [...] Aujourd'hui le Guatemala menace sérieusement la solidarité de cet hémisphère et notre sécurité dans la région caribéenne²⁵. » C'est pourquoi la CIA élabore une opération secrète, tout d'abord nommée *PBFORTUNE* puis *PBSUCCESS*, afin de se débarrasser du gouvernement Arbenz.

28 Le 15 mars 1954, des armes tchèques sont livrées au Guatemala, semblant confirmer la thèse officielle de l'allégeance du Guatemala au bloc communiste. À Washington, les esprits s'enflamment immédiatement, John McCormack, président de la Chambre des représentants, déclarant même que « cette cargaison était comme une bombe atomique déposée au fond de notre jardin » (Cullather, 2006 : 79). Pourtant, quelques semaines plus tard, un autre parlementaire, William Langer, sénateur républicain du Dakota du Nord, lance cet avertissement :

Face à la situation au Guatemala, qui constitue une menace sensible et sérieuse pour la paix du monde, je crois que les États-Unis devraient éviter d'intervenir comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. [...] Nous devrions respecter le principe selon lequel chaque nation souveraine a le droit de choisir pour elle-même son régime politique²⁶.

29 Mais, le 15 juin, la CIA lance l'opération *PBSUCCESS*, qui inclut des actions de propagande, un blocus maritime et l'envoi d'un commando de quelque cinq cents hommes. Le 27 juin, Arbenz démissionne. Même si différents facteurs internes ont facilité le renversement d'Arbenz, la participation de la CIA à cette opération n'a pas échappé aux Guatémaltèques et, plus largement, aux peuples latino-américains. Cette opération a pour effet de mettre un terme à la *Good Neighbor Policy* qui existe depuis les années 1930 entre les États-Unis et l'Amérique latine²⁷, et elle pousse un certain nombre de jeunes activistes vers une plus grande radicalité politique. Selon Hilda Gadea, économiste péruvienne et première épouse de Che Guevara, « c'est le Guatemala qui finit par le convaincre que la lutte armée

était nécessaire et qu'il fallait prendre l'initiative contre l'impérialisme²⁸ ». Ainsi, parce qu'ils veulent préserver leurs intérêts économiques et géostratégiques, les États-Unis se trouvent désormais rangés aux côtés des puissances coloniales par les peuples d'Amérique latine. Mais ce phénomène ne se limite pas au seul continent américain.

- 30 Il faut tout d'abord se souvenir que l'opération menée par la CIA au Guatemala est calquée sur une opération similaire menée en Iran l'année précédente et qui a conduit au renversement de Muhammad Mossadegh, chef d'un mouvement nationaliste allié au Tudeh, parti iranien jugé trop ancré à gauche par les Américains. Peu après avoir été nommé Premier ministre, Mossadegh décide de nationaliser l'industrie pétrolière de son pays, ce qui est jugé très sévèrement par les autorités américaines. Dans un rapport secret du National Security Council daté du 20 novembre 1952, le pire est envisagé :

Si la tournure prise par les événements en Iran ne change pas, ce pays pourrait bien être perdu pour le monde libre avant même que les communistes prennent les rênes du gouvernement iranien. Si l'on ne parvient pas à changer le cours des choses en Iran, c'est la sécurité nationale des États-Unis qui risque d'être sérieusement mise à mal²⁹.

La CIA va alors s'employer à mettre au point une opération secrète visant à renverser Mossadegh, en s'appuyant sur toutes les forces politiques iraniennes qui lui sont hostiles. Vingt-six ans plus tard, les artisans de la révolution iranienne ont toujours à l'esprit le renversement de Mossadegh, qui a placé les États-Unis au même rang que les impérialistes britanniques.

- 31 C'est également à cause des impératifs de la guerre froide que la politique étrangère américaine est à géométrie variable sur le continent africain, où l'influence soviétique n'a cessé de croître après la mort de Staline en 1953. On applaudit à l'indépendance du Ghana mais, au même moment, on se garde d'admonester la France qui, au Cameroun, mène de 1955 à 1960 une « impitoyable répression » (Michel, 2007 : 50) contre l'Union des populations camerounaises (UPC), parti de masse qui a adopté une ligne marxiste, ce qui déplait fortement à Paris, et, à n'en point douter, au Bureau of African Affairs du State Department, qui a été créé en 1957. Il est vrai qu'après la crise de Suez les Soviétiques commencent à prendre pied en Afrique, ce que les Américains ne peuvent accepter sans réagir même si cela doit provoquer, selon la formule d'André Fontaine, « la guerre froide sous les tropiques » (Fontaine, 1983 : 401). C'est au Congo, en particulier, que les deux superpuissances vont s'affronter après la déclaration d'indépendance en juin 1960. L'administration Eisenhower entretient une relation difficile avec le Premier ministre congolais Patrice Lumumba, qui bientôt se tourne vers l'URSS pour obtenir des armes afin de mener la lutte contre les rebelles du Katanga. Une opération secrète de la CIA est planifiée, car il n'est pas envisageable que le riche Congo tombe dans l'escarcelle soviétique. Mais Lumumba est assassiné le 17 janvier 1961 avant même que cette opération ait été mise en œuvre. Au nom de la guerre froide, l'administration américaine est ainsi prête à s'engager dans une voie qui pour beaucoup est perçue comme une dérive néocoloniale, en particulier en Amérique latine, où les États-Unis sont très attentifs à toute orientation politique susceptible de remettre en question leurs intérêts économiques et géostratégiques.
- 32 Après l'échec de l'opération paramilitaire de la baie des Cochons à Cuba en avril 1961, c'est en Guyane britannique, l'année suivante, que l'administration Kennedy s'emploie à saper l'autorité de Cheddi Jagan, Premier ministre et marxiste déclaré, faisant pression sur le gouvernement d'Harold Macmillan pour que le processus d'indépendance y soit

retardé (Herring, 2008 : 718). En 1965, le nouveau président des États-Unis, Lyndon Baines Johnson, envoie quelque 20 000 soldats en République dominicaine afin d'y rétablir l'ordre. En Amérique latine, cette intervention est perçue comme l'expression du néocolonialisme américain et les peuples doutent des véritables intentions des États-Unis, comme l'exprime à sa manière un homme d'affaires dominicain : « Nous avons désormais une image partagée de vous, les Américains. D'un côté, vous êtes des gens généreux et pacifiques qui chérissent la liberté. Mais, d'un autre côté, vous portez des fusils, des casques de fer et des grenades, qui symbolisent la force³⁰. » Faut-il ajouter que les diverses manœuvres de la CIA au Chili entre 1970 et 1973 ne feront que renforcer le caractère équivoque de la politique étrangère américaine à propos du droit à l'auto-détermination des peuples officiellement promu par les États-Unis.

- 33 On le voit, si les États-Unis ont dans l'ensemble soutenu le processus de décolonisation, leur politique étrangère a souvent été ambiguë. Les impératifs de la guerre froide expliquent très largement pourquoi leur soutien a parfois été très mitigé et pourquoi, dans certains cas, ils se sont carrément opposés à l'émancipation politique de certains peuples. En outre, comme l'écrit Gérard Chaliand, « l'anticolonialisme américain avait pour limite les changements sociaux que voulaient promouvoir les mouvements de libération » (2011 : 230). Au-delà des enjeux de la guerre froide, les États-Unis entendaient également préserver leurs intérêts économiques et stratégiques même si cela contrevenait à la volonté des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, comme en atteste l'exemple de Porto Rico. Bien qu'elle fût annexée par les États-Unis en 1898, l'île caribéenne disposait d'une certaine autonomie dans la gestion de ses affaires, que le président Truman renforça en 1950 en lui accordant le statut d'« État libre associé ». Mais les nationalistes portoricains réclamaient purement et simplement l'indépendance de l'île et ils le firent bientôt savoir de manière tonitruante. Le 1^{er} novembre 1950, le président Truman échappait à une tentative d'assassinat qu'ils avaient fomentée. Quatre ans plus tard, quatre indépendantistes portoricains ouvraient le feu au Capitole, faisant cinq blessés, parmi lesquels le représentant Alvin Bentley du Michigan, qui reçut une balle dans la poitrine. Malgré la répression qui s'ensuivit, les revendications nationalistes n'ont pas disparu même si, comme l'écrit Ángel Collado-Schwarz,

[d]epuis l'administration Truman, il n'y a eu aucun changement majeur dans les relations politiques qu'entretiennent Porto Rico et les États-Unis. Plusieurs référendums n'ont pas permis de modifier le régime juridique qui lie les deux entités³¹. Le Congrès refuse de s'engager dans tout processus contraignant susceptible de l'obliger à accorder, au cas où il serait réclamé, le statut d'état à part entière³².

Encore aujourd'hui, certains citoyens portoricains ne goûtent pas ce qui leur apparaît comme une tutelle néocoloniale, comme en témoignent les récents propos de Rafael Cancel Miranda, l'un des quatre indépendantistes portoricains qui, en 1954, avaient ouvert le feu au Capitole : « Je ne regrette rien. Les événements de ces dernières années n'ont fait que renforcer ma conviction, nous sommes bien la dernière colonie³³ ! » Bien entendu, l'opinion de ce vieux militant est très marginale, mais elle nous rappelle que les États-Unis n'en n'ont peut-être pas terminés avec la question de la décolonisation.

BIBLIOGRAPHIE

- AMBROSE Stephen E. (1984), *Eisenhower – The President* (vol. II), New York : Simon & Schuster.
- BARRETT David M. (2005), *The CIA and Congress: The Untold Story from Truman to Kennedy*, Lawrence : University Press of Kansas.
- BESSIS Sophie (2001), *L'Occident et les autres. Histoire d'une suprématie*, Paris : La Découverte.
- CHALLIAND Gérard (2011), *La pointe du couteau. Un apprentissage du monde*, Paris : Seuil.
- CLAYTON Anthony (1994), *The Wars of French Decolonization*, Londres : Longman.
- COBBS-HOFFMAN Elizabeth (2013), *American Umpire*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press.
- COLLADO-SCHWARZ Ángel (2012), *Decolonization Models for America's Last Colony: Puerto Rico*, Syracuse, New York : Syracuse University Press.
- CULLATHER Nick ([1999] 2006), *Secret History: The CIA's Classified Account of its Operations in Guatemala*, Stanford : Stanford University Press.
- DALLOZ Jacques (1987), *La guerre d'Indochine, 1945-1954*, Paris : Seuil.
- DROZ Bernard (2006), *Histoire de la décolonisation au XX^e siècle*, Paris : Seuil.
- FERRELL Robert H. (dir.) (1971), *America As a World Power, 1872-1945*, New York : Harper & Row.
- FONTAINE André (1983), *Histoire de la guerre froide, 2 : De la guerre de Corée à la crise des alliances, 1950-1963 [1961]*, Paris : Seuil.
- FRANCIA Luis H. (2010), *A History of the Philippines: From Indios Bravos to Filipinos*, New York : The Overlook Press.
- GADDIS John Lewis (1997), *We Now Know: Rethinking Cold War History*, Oxford : Oxford University Press.
- GASIOROWSKI Mark J. & BYRNE Malcolm (dir.) (2004, 22 juin), « Mohammad Mosaddeq and the 1953 Coup in Iran », *Electronic Briefing Book, National Security Archive*. Dossier consultable sur < www.gwu.edu/~nsarchiv/NSAEBB/NSAEBB126/index.htm>.
- GROSSER Alfred (1984), *Affaires extérieures. La politique de la France*, Paris : Flammarion.
- HERRING George C. (2008), *From Colony to Superpower: U.S. Foreign Relations since 1776*, Oxford : Oxford University Press.
- JUDGE Edward H. & LANGDON John W. (1999), *The Cold War: A History through Documents*, Upper Saddle River, NJ : Prentice Hall.
- LAFEVER Walter, « The American View of Decolonization, 1776-1920: An Ironic Legacy », D. Ryan & V. Rangong (dir.) (2000), *The United States and Decolonization: Power and Freedom*, Londres : Palgrave Macmillan, 24-40.
- LE SUEUR James D. (dir.) (2003), *The Decolonization Reader*, Londres : Routledge.
- MCDUGALL Walter A. (1997, mars/avril), « Back to Bedrock: The Eight Traditions of American Statecraft », *Foreign Affairs*, 76(2).

- McPHERSON Alan (2003), *Yankee No! Anti-Americanism in U.S.-Latin American Relations*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press.
- MEAD Walter Russell (2001), *Special Providence: American Foreign Policy and How It Changed the World*, New York : Alfred A. Knopf.
- MICHEL Marc (2007, mars), « La guerre oubliée du Cameroun », *L'Histoire*, « Dossier : Les massacres oubliés de la colonisation », 318.
- NIXON Richard M. (1978), *The Memoirs of Richard Nixon*, New York : Grosset & Dunlap.
- PATERSON Thomas G. & MERRILL Dennis (dir.) (1995), *Major Problems in American Foreign Relations. Volume II: Since 1914*, Lexington, Mass. : D. C. Heath & Company.
- PRADOS John (1986), *Presidents' Secret Wars: CIA and Pentagon Covert Operations from World War II through Iranscam*, New York : Quill.
- RABE Stephen G. (2012), *The Killing Zone: The United States Wages Cold War in Latin America*, Oxford : Oxford University Press.
- ROSSIGNOL Marie-Jeanne (1994), *Le ferment nationaliste. Aux origines de la politique extérieure des États-Unis, 1789-1814*, Paris : Belin.
- RYAN David & RANGONG Victor (dir.) (2000), *The United States and Decolonization: Power and Freedom*, Londres : Palgrave Macmillan.
- SCHULZINGER Robert D. (2006), *A Companion to American Foreign Relations* [2003], Malden, MA : Blackwell Publishing.
- SHEEHAN Neil (1989), *A Bright Shining Lie: John Paul Vann and America in Vietnam*, Londres : Picador.
- THOMAS Evan (1995), *The Very Best Men. Four Who Dares: The Early Years of the CIA*, New York : Simon & Schuster.
- TRUMAN Harry S. (1955), *Memoirs. Volume I: Year of Decisions*, New York : Doubleday.
- WALL Irwin M. (1989), *L'influence américaine sur la politique française, 1945-1954*, Paris : Balland.
- WILSON Henry S. (1994), *African Decolonization*, Londres : Edward Arnold.
- WINOCK Michel (2006), *L'agonie de la IV^e République*, Paris : Gallimard.

NOTES

1. Andreï Gromyko, cité par McDougall (1997 : 134). Sauf indication contraire, les traductions des citations sont les nôtres.
2. « We are, in spite of ourselves, the guardians of order and justice and decency on this Continent. We are providentially, naturally, and inescapably, charged with maintenance of humanity's interest here. » (William Bayard Hale, lettre à Woodrow Wilson le 9 juillet 1913, dans Herring, 2008 : 386)
3. « The eyes of all oppressed people are cast with the burning light of a new faith ... to attain political liberty. » (Douglas MacArthur, cité par Cobbs-Hoffman, 2013 : 273)
4. « I could not believe that out of a population of one million six hundred thousand, 200,000 had died within these Spanish forts, practically prison walls, within a few months past, from actual starvation and disease caused by insufficient and improper food. » (Intervention de Redfield Proctor au Sénat le 17 mars 1898. Cité par Ferrell, 1971 : 57)
5. « In the cause of humanity and to put an end to the barbarities, bloodshed, starvation, and horrible miseries now existing there, and which the parties to the conflict are either unable or unwilling to stop or

mitigate. It is no answer to say this is all in another country, belonging to another nation, and is therefore none of our business. It is specially our duty, for it is right at our door. » (William McKinley, 11 avril 1998, cité par Ferrell, 1971 : 63)

6. Bernard Kouchner & Mario Bettati, *Le Devoir d'ingérence*, Paris : Denoël, 1987.

7. « We need Hawaii as much as in its day we needed California. It was Manifest Destiny. » (William McKinley, cité par Herring, 2008 : 317)

8. « I had always been opposed to colonialism. Whatever justification may be cited at any stage, colonialism in any form is hateful to Americans. America fought her own war of liberation against colonialism, and we shall always regard with sympathy and understanding the desire of people everywhere to be free of colonial bondage. » (Truman, 1955 : 275)

9. « The intention of President Roosevelt and the Congress to give early freedom to the Philippines was an expression of this policy as well as the will of the American people, and I was determined to carry it through to speedy fulfillment. I wanted to see the brave Filipinos back on their feet and thriving as citizens of a free and successful republic. I hoped that by making the Philippines as free as we had made Cuba it would have an effect on British, Dutch, and French policy in their Far Eastern affairs. » (Truman, 1955 : 275)

10. À ce sujet, lire « The Huk Resurgence », dans Francia (2010 : 200-218).

11. « Behind Truman's stress on the exemplary decolonization of the Philippines, with its phased hand-over to a stable anti-Communist government, lay his awareness that the Soviet Union, the other superpower in the bipolar world, also claimed anti-colonial credentials. » (Wilson, 1994 : 88)

12. « I can't believe that we can fight a war against fascist slavery, and at the same time not work to free people all over the world from a backward colonial policy. » (Franklin Delano Roosevelt, « Atlantic Charter Conference », 10 août 1941, dans Paterson & Merrill, 1995 : 188)

13. « France has had the country—thirty million inhabitants—for nearly one hundred years, and the people are worse off that they were at the beginning. [...] France has milked it for one hundred years. The people of Indochina are entitled to something better than that. » (Franklin Delano Roosevelt, « Memorandum to Cordell Hull », 24 janvier 1944, dans Paterson & Merrill, 1995 : 189)

14. A. J. Stockwell, « The United States and Britain's Decolonization of Malaya, 1942–57 », dans Ryan & Rangong (2000 : 188).

15. « What we ask has been graciously granted to the Philippines. Like the Philippines, our goal is full independence and full cooperation with the United States. » (Hô Chi Minh, dans Cobbs-Hoffman, 2013 : 279)

16. « Déclaration d'indépendance de la république du Vietnam », 2 septembre 1945, dans Dalloz (1987 : 290).

17. « We need these countries to be strong and they cannot be strong without their colonies. » (Henry Cabot Lodge Jr., cité par William Roger Louis & Ronald Robinson, « The Imperialism of Decolonization », dans Le Sueur, 2003 : 53)

18. « I have similarly directed acceleration in the furnishing of military assistance to the forces of France and the Associate States in Indochina and the dispatch of a military mission to provide close working relations with those forces. » (Truman, déclaration du 27 juin 1950, dans Judge & Langdon, 1999 : 70)

19. « If the French were to pull out, Vietnam—and possibly Laos and Cambodia as well—would fall like husks before the fury of the communist hurricane. I decided, therefore, that the United States would have to do everything possible to find a way to keep the French in Vietnam until the Communists had been defeated. » (Nixon, 1978 : 125-126)

20. « By October 1952 American aid covered over 75 per cent of the cost of the war. » (Clayton, 1994 : 59)

21. « The tragedy of Vietnam's revolutionary war for independence was that her 'Benedict Arnold' was successful. Ho Chi Minh, helped by a small cadre of disciplined Party members trained by the Chinese and the Russians, secretly changed the goals of the struggle. Instead of a war for independence against the French colonial power, it became a war to defeat the French and put Vietnam within the neocolonial Communist empire. » (Edward G. Lansdale, dans Sheehan, 1989 : 131-132)

22. « *We must not allow Laos to fall to the Communists, even if it involves war.* » (Dwight Eisenhower, cité par Prados, 1986 : 267)
23. « *The trip was highly educational for me. I learned much about the people of Asia through contact with hundreds of leaders and hundreds of thousands of ordinary citizens. I also saw three centuries of European colonialism on their deathbed, and I felt that I was able to diagnose the illness. I saw how the leaders and the masses of Asia longed for independence. [...] I reassured them that we were not a colonial power, nor did we approve of the lingering colonialism of our European allies.* » (Nixon, 1978 : 134)
24. « *When Eisenhower took office, back in 1953, he had been eloquent in telling Churchill that old-style European colonialism, especially in Africa, could not and should not last.* » (Dwight Eisenhower, dans Ambrose, 1984 : 587)
25. « *During the past few years Guatemala has become the leading base of operations for Moscow influenced communism in Central America. [...] Guatemala now represents a serious threat to hemispheric solidarity and to our security in the Caribbean area.* » (« Memorandum for Director of Central Intelligence », 11 septembre 1953, document 51, « Foreign Relations of the United States, 1952-1954, Guatemala ». Disponible sur <http://history.state.gov/historicaldocuments/frus1952-54Guat/d51>)
26. « *I do not think the United States should jump into the Guatemala situation, a sensitive and very grave threat to world peace, with such elephantine delicacy. [...] We ought to be committed to the principle that every sovereign nation has a right to determine for itself its own form of government.* » (William Langer, dans Barrett, 2005 : 165).
27. Consulter Darlene Rivas, « United States-Latin American Relations, 1942-1960 », dans Schulzinger (2006 : 230-254).
28. « *It was Guatemala which finally convinced him of the necessity for armed struggle and for taking the initiative against imperialism.* » (Hilda Gadea, citée par Thomas, 1995 : 125-126)
29. « *If present trends continue unchecked, Iran could be effectively lost to the free world in advance of an actual Communist takeover of the Iranian Government. Failure to arrest present trends in Iran involves a serious risk to the national security of the United States.* » (« National Security Council, NSC 136/1, United States Policy regarding the Present Situation in Iran », 20 novembre 1952, dans Gasiorowski & Byrne, 2004)
30. « *We now have a split image of you Americans. On one hand, you are generous, peace-loving people who understand freedom. And, on the other, you are people with rifles and steel helmets and grenades—symbols of force.* » (McPherson, 2003 : 150)
31. Ainsi, les résultats du récent référendum, qui s'est tenu à Porto Rico le 11 juin 2017, ont été rejetés par Washington. Précisons que si l'annexion a recueilli 97 % des suffrages, le taux de participation à cette consultation n'était que de 22,7 % de la population portoricaine.
32. « *Since the Truman administration, there has been no major change in political relations between Puerto Rico and the United States. Several plebiscites have failed to bring about any juridical changes in the relationship. Congress has refused to commit itself to any binding process that might obligate it to grant statehood to Puerto if so requested.* » (Collado-Schwarz, 2012 : 12)
33. Rafael Cancel Miranda, dans Nicolas Bourcier, « Porto Rico, l'île désenchantée », *Le Monde*, 27-28 août 2017, p. 16.

RÉSUMÉS

En avril 1898, le président William McKinley annonçait que les États-Unis s'apprêtaient à intervenir à Cuba « au nom de l'humanité et afin de mettre un terme aux actes de barbarie, aux massacres, à la famine et aux grands malheurs qui y étaient perpétrés. » Il ajouta que « le préjudice porté au commerce, aux échanges et aux affaires de notre peuple » légitimait également l'intervention. Ces mots contredisaient la nature désintéressée de l'intervention américaine et ils illustraient bien le caractère équivoque de la politique étrangère américaine. Lorsque leurs intérêts sont en jeu, les Américains peuvent en effet avoir une solidarité à géométrie variable vis-à-vis des peuples en quête d'émancipation politique. En effet, la guerre hispano-américaine et l'attitude des États-Unis aux Philippines n'étaient pas dépourvues d'ambiguïté. Après la Seconde Guerre mondiale et le déclenchement de la guerre froide, malgré une posture anticoloniale, la politique étrangère américaine a été de plus en plus équivoque et bientôt, par le biais notamment de leurs services de renseignements, les États-Unis ont mené une véritable politique néocoloniale en divers endroits du globe.

In April 1898, President William McKinley declared that the United States was about to intervene in Cuba “in the cause of humanity and to put an end to the barbarities, bloodshed, starvation, and horrible miseries now existing there”. He added that the intervention was also justified “by the very serious injury to the commerce, trade, and business of our people”. These words contradicted the disinterested nature of America’s intervention and they aptly illustrated the equivocal character of American foreign policy. When the interests of the United States are at stake, Americans’ solidarity with peoples seeking political emancipation may be highly volatile. The Spanish-American War and the behavior of the United States in the Philippines were indeed not devoid of ambiguity. After World War II and the outbreak of the Cold War, in spite of its anticolonial stance, American foreign policy became more and more equivocal and soon, notably thanks to its intelligence services, the United States conducted a genuine neocolonial policy in various parts of the world.

INDEX

Keywords : United States, foreign policy, decolonization, Cold War, neo-colonialism

Mots-clés : États-Unis, politique étrangère, décolonisation, guerre froide, néocolonialisme

AUTEUR

GILDAS LE VOGUER

Université Rennes 2